



RAPPORT PILIER III – Exercice 2025

Rapport établi conformément à l'instruction n°55 de la BCC, relative à la discipline de marché

CONTENU

I. INTRODUCTION	3
1.1. En un coup d’œil	3
1.2. Historique de SMICO	3
1.3. Mission - Vision - Valeurs	3
II. DONNEES QUANTATIVES 2025	4
2.1. Bilan au 31 décembre 2025	4
a) Actifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)	4
b) Passifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)	6
2.2. Comptes de résultat au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)	7
2.3. Ratios prudentiels et Indicateurs de performances	7
III. DONNEES QUALITATIVES & GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	9
3.1. Capital humain	9
3.2. Stratégies et méthode de gestion des risques	10
3.3. Gouvernance	12
3.4. Stratégie de développement et politique commerciale	15
IV. ATTESTATION SUR L'ETABLISSEMENT DU RAPPORT PILIER III	16

I. INTRODUCTION

1.1. En un coup d'œil

SMICO réaffirme une fois de plus son engagement envers la transparence financière et se conforme à l'instruction 55 de la Banque Centrale du Congo relative à la surveillance du marché. Voici en un coup d'œil les chiffres clés pour l'année 2025 comparé à l'année 2024.

Les chiffres sont exprimés en francs congolais.

	Année 2025	Année 2024
Total Bilan	93 121 936 386	154 189 089 324
Fonds Propres	9 642 588 960	18 023 902 569
Résultat net consolidé	(6 084 831 547)	6 014 561 468
Produit net financier	23 288 586 356	29 125 030 210
Total portefeuille de Crédit	69 961 142 542	101 783 937 030
Total portefeuille d'Épargne	64 615 376 009	110 490 120 394
Portefeuille à risques 30 jours	10,43%	3,69%
Solvabilité	11,9%	13,3%
Rendement du portefeuille	50,39%	37,48%
Nombre d'agence	10	10
Nombre d'agents bancaires	124	101
Nombre du personnel	136	138
Nombres des clients	92 081	82 003

En 2025 l'activité de SMICO est restée solide et profitable avec un résultat positif brut d'exploitation de 8,9 milliards de CDF même si elle a enregistré une contraction du résultat net de l'ordre de 6,5 milliards de CDF. Cette contraction résulte d'une décision courageuse et transparente face à la situation du choc sécuritaire exceptionnel localisé dans les provinces de l'Est de la RD Congo. Pour y faire face, SMICO a constitué, en plus des provisions réglementaires, une provision générale exceptionnelle sur les créances et les encaisses de manière à anticiper les risques futurs liés à la crise à l'Est du pays, et a également intégré l'impact du taux de change dans les résultats de l'exercice 2025 reflétant l'appréciation du CDF sur le dollar américain. Cette approche responsable et transparente vise à assainir durablement la situation financière et à créer les conditions certaines d'un retour à la rentabilité dès 2026, en cohérence avec les principes de bonne gouvernance et de gestion des risques portés par SMICO.

1.2. Historique de SMICO

SMICO SA est une Société Anonyme avec Conseil d'Administration, agréée par la Banque Centrale du Congo sous la référence : Gouv. /D.033/n°001283 depuis le 20 octobre 2010, agrément publié au numéro spécial du journal officiel de la RD Congo du 29 novembre 2018. Cette institution est née de l'initiative d'un groupe de financiers professionnels belges et congolais, majoritairement des anciens banquiers de renom qui avaient décidé d'apporter un outil de financement et de développement à la population de l'Est de la RDC en particulier, et de toute la République Démocratique du Congo en général.

La Société de Microcrédits Congolais, SMICO S.A., est une institution de microfinance au sens de la loi, créée suivant l'acte n° 2951 du 03 novembre 2009, date de la déclaration de fondation par le président du Conseil d'Administration et enregistrée au registre de commerce et du crédit mobilier sous le numéro CD/GOM/RCCM/16-B-003 avec comme identification nationale n° 5-610-N56515G.

Son siège social est situé à Goma, sis sur Avenue Vanny Bishweka, au n°020, Commune et Ville de Goma, Province du Nord-Kivu. Elle compte, actuellement, 10 agences couvrant 8 provinces du pays, à savoir : province du Nord-Kivu (à Goma), province du Sud-Kivu (à Bukavu et à Uvira), province de l'Ituri (à Bunia), province de la Tshopo (à Kisangani), province de la Tanganyika (à Kalemie), la province du Haut-Katanga (à Lubumbashi et à Likasi), la province du Lualaba (à Kolwezi) et la province du Maniema (à Kindu).

Au regard de la situation sécuritaire qui sévit à l'Est de la République démocratique du Congo, les activités de la Direction Générale ont été délocalisées à Lubumbashi depuis février 2025.

1.3. Mission - Vision - Valeurs

La vision de SMICO S.A. est de devenir une société de microfinance de référence, gérée efficacement en toute transparence et apportant des solutions rapides et adaptées aux besoins de la population du milieu avec comme but de développer leurs activités génératrices des revenus et d'améliorer par conséquent leurs conditions de vie.

La mission de SMICO SA est d'offrir à ses clients des services d'épargne et de crédit adaptés à leurs besoins et d'assurer le développement individuel et général de la population exclue du circuit bancaire classique.

SMICO SA aspire à toutes les bonnes pratiques, mais résume ses valeurs en trois vertus : la *Confiance*, la *Transparence* et l'*Ethique*.

II. DONNEES QUANTATIVES 2025

2.1. Bilan au 31 décembre 2025

a) Actifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

Eléments d'actif	Montant N	%	Montant N-1	%	Variation %
	2025 (CDF)		2024 (CDF)		
Opérations de trésorerie (S / Total)	24 704 132 721	27%	47 148 165 271	31%	-48%
Caisse	5 053 382 491		10 334 295 832		
Banque, organe faîtière et autres I. F.	12 015 885 230		32 026 407 756		
Prêts à terme (organe faîtière ou autres IF)	7 634 865 000		4 787 461 683		
Opérations avec la clientèle (S/Total)	63 198 080 876	68%	99 014 890 763	64%	-36%
Crédit à court terme	19 477 409 678		26 108 675 536		
Crédit à moyen terme	36 807 879 829		63 238 860 295		
Crédit à long terme	4 432 317 849		7 490 530 923		
Provisions pour dépréciation créances en retard	6 763 061 666		2 769 046 267		
Créances litigieuses ou en retard (balance âgée)	9 243 535 186		4 945 870 277		
Suspens de la clientèle	0		0		
Opérations diverses (S/Total)	1 547 990 707	2%	2 538 408 348	2%	-39%
Débiteurs divers	29 071 385		0		
Etat	325 182 636		1 820 279 087		
Régularisations et emplois divers	1 153 703 817		490 391 138		
Fournisseurs	40 032 869		227 738 123		
Immobilisations (S/Total)	3 671 732 083	4%	5 487 624 943	4%	-33%
Valeurs immobilisées	3 671 732 083		5 487 624 943		
TOTAL GENERAL ACTIF	93 121 936 386	100%	154 189 089 324	100%	-40%

L'analyse de la structure de l'actif met en évidence l'impact significatif de la crise sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo, se traduisant par une contraction du total bilan de 40%. Malgré ce contexte défavorable, la qualité globale des actifs demeure satisfaisante avec 68 % de l'actif considéré comme productif. Le portefeuille à risque à 30 jours (PAR30) s'établit à 10,4%, niveau affecté principalement par les zones en conflit, tandis que les zones non exposées à l'insécurité affichent une performance conforme aux standards, avec un PAR30 de 3,9%, significativement inférieur au seuil prudentiel de 5%.

Par ailleurs, la politique de gestion des immobilisations reste rigoureuse, celles-ci ne représentant que 4% du total de l'actif, en légère baisse sous l'effet des amortissements, dans un contexte marqué par l'absence d'investissements significatifs en 2025. Le niveau de trésorerie demeure globalement satisfaisant et représente 27% du total actif. Cette évolution s'explique principalement par les retraits massifs observés dans les zones affectées par le conflit, effectués tant via les agents bancaires que par des transferts vers des banques commerciales. Néanmoins, une gestion active de la liquidité a permis d'optimiser une partie des ressources disponibles, avec des placements en dépôts à terme auprès de banques commerciales partenaires, contribuant ainsi à la génération de revenus financiers complémentaires.

La situation détaillée de l'analyse de la qualité du portefeuille se présente comme suit :

Libellé	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)
Crédits litigieux (≤ à 30 jours de retard) (1)	1 945 221 812	5 660 178 013	3 192 257 961	6 551 848 396
Crédits litigieux (de 31 à 60 jours de retard) (2)	1 840 109 353	795 810 477	2 058 091 409	3 323 046 686
Crédits litigieux (de 61 à 90 jours de retard) (3)	661 499 972	588 455 721	2 793 478 503	4 665 708 612
Crédits litigieux (de 91 à 180 jours de retard) (4)	1 793 157 115	2 649 190 256	5 400 268 700	1 453 141 203
Crédits litigieux (de plus de 180 jours de retard) (5)	3 003 547 144	5 844 278 541	2 912 573 065	1 722 395 250
Provisions pour crédits litigieux (6)	6 763 061 666	8 607 361 667	8 849 916 312	6 303 459 550
Crédits litigieux bruts (7) = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)	9 243 535 396	15 537 913 007	16 356 669 639	17 716 140 147
Crédits litigieux nets (8) = (1)+(2)+(3)+(4)+(5)-(6)	2 480 473 730	6 930 551 340	7 506 753 326	11 412 680 597
Taux de provisionnement des crédits litigieux (9)=(6)/(7) en %	73%	55%	54%	36%
Total crédits nets (10)	63 198 080 876	82 571 077 725	88 499 674 423	91 297 885 137
Total crédits bruts (11)	69 961 142 542	91 178 439 392	97 349 590 736	97 601 344 687
Fonds propres de base (12)	8 942 388 366	15 370 574 584	15 333 541 111	16 623 445 997
Parts des crédits litigieux bruts/Total crédits bruts (13)=(7)/(11) en %	13%	17%	17%	18%
Part des crédits litigieux nets/Total crédit nets (14)=(8)/(10) en %	4%	8%	8%	13%

Part des crédits litigieux nets/Fonds propres de base (15)=(8)/(12) en %	28%	45%	49%	69%
Volume des crédits prorogés	0	0	12 127 647 427	0
Total crédits sortis du bilan	5 766 331 284	360 931 538	0	0

Nous avons donc clôturé l'année 2025 avec un encours crédit brut comptable 69 961 142 542 CDF contre 101 783 937 030 CDF au 31 décembre 2024, soit une décroissance de 31%. Au regard des chiffres, il appert que la situation de guerre à l'Est de la RDC a porté un coup important sur l'activité commerciale.

L'analyse de grandes variables entre 2024 et 2025 sur la zone de guerre (Goma, Bukavu et Uvira) comparé aux autres agences hors zones de guerre, laisse apparaître l'impact de cette crise sur les chiffres de SMICO-SA, mais on sait également apprécier les efforts de changement de concentration des risques sur les zones actuellement touchées par la guerre donnant ainsi les bonnes perspectives sur l'année 2026. Le tableau ci-dessous vous donne la répartition du business sur les zones et l'effort de changement de concentration des risques que la Société a pu réaliser à fin 2025 :

	Nbre d'agences	Crédit		Taux PAR30	
		En 2024	En 2025	En 2024	En 2025
Agence en zone de guerre	3	44%	22%	3,8%	32,4%
Autres agences	7	56%	78%	3,4%	3,9%

A fin 2024, ces trois entités (Goma, Bukavu et Uvira) concentraient à elles seules 44% du portefeuille de crédit, proportion qui a été ramenée à 22% contre 78% dans les zones non touchées par la guerre à fin 2025 dans le cadre d'une stratégie de réduction de l'exposition au risque dans les zones en guerre. Toutefois, cet ajustement s'est traduit par un impact significatif sur le coût du risque, matérialisé par une hausse importante des provisions pour créances douteuses. Dans ce contexte, l'institution a poursuivi l'application rigoureuse de ses règles de provisionnement conformément aux instructions de la Banque Centrale du Congo et a, en outre, constitué une provision générale exceptionnelle de 1 526 608 081 CDF équivalente à 50% de l'encours de crédit de l'agence d'Uvira, conformément aux dispositions du SYSCOHADA. Ce référentiel autorise la constatation de dépréciations dès lors qu'un événement survenu avant la clôture rend la perte probable et que son estimation peut être réalisée de manière fiable, même en l'absence d'échéances échues.

Ces décisions prudentes et courageuses, traduisent la volonté de SMICO d'assurer la sincérité, la prudence et l'image fidèle des états financiers, en stricte conformité avec l'article 8 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, qui stipule que les pertes probables doivent être constatées dès leur identification. En l'espèce, la persistance de la crise sécuritaire à l'Est constitue un événement objectif, externe et documenté, affectant directement la capacité de recouvrement des créances concernées. C'est cela qui porté le total des provisions sur les créances litigieuses à 6 763 061 666 CDF pour l'ensemble de ses agences. Ce niveau sécurise davantage le portefeuille et rassure une reprise à la rentabilité au courant de l'année 2026.

b) Passifs du bilan au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

PASSIF	Montant N	%	Montant N-1	%	Variation %
	2025 (CDF)		2024 (CDF)		
Opérations de trésorerie (S/Total)	0	0%	267 214 595	0%	-100%
Banque, organe faitier et autres I. F.	0		0		
Emprunt à terme (organe faitier ou IF)	0		267 214 595		
Opérations avec la clientèle (S/Total)	64 615 376 009	69%	110 490 120 394	72%	-42%
Epargnes et dépôts ordinaires	45 362 611 127		94 133 236 203		
Dépôts à régime spécial	965 868 818		1 294 538 103		
Dépôts à terme	18 286 896 063		15 062 346 088		
Opérations diverses (S/Total)	18 863 971 417	20%	25 407 851 766	16%	-26%
Compte de liaison	0		0		
Personnel	218 139 000		1 194 924 024		
Etat	837 706 336		3 057 951 728		
Créditeurs divers	298 475 820		157 453 706		
Fournisseurs	0		139 856 508		
Régularisations et emplois divers	171 257 559		153 631 723		
Subvention d'équipement	1 235 016		4 262 920		
Emprunts et dettes à M&L termes	16 992 329 423		20 308 325 426		
Provision pour charge et pertes diverses	344 828 263		391 445 730		
Fonds de financement et de garantie	0		0		
Fonds propres (S/Total)	9 642 588 960	10%	18 023 902 569	12%	-47%
Plus-values et provisions réglementées	573 201 556		573 201 555		
Résultat de l'exercice	(6 528 432 295)		6 014 561 468		
Résultat non affecté	443 600 748		0		
Report à nouveau	10 164 722 508		7 469 046 092		
Réserves et primes liées au capital	2 960 917 447		2 081 103 393		
Capital	2 028 578 996		1 885 990 061		
TOTAL GENERAL PASSIF	93 121 936 386	100%	154 189 089 324	100%	-40%

L'analyse de la structure du passif à fin 2025 met en évidence une contraction significative du total bilan, en ligne avec les effets de la crise sécuritaire à l'Est du pays. Le total du passif s'établit à 93,1 milliards CDF, en recul de 40 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des ressources collectées auprès de la clientèle, qui demeurent toutefois la principale source de financement de l'institution avec 69% du passif, contre 72% une année plus tôt. Les dépôts de la clientèle enregistrent une contraction de 42%, traduisant les retraits massifs observés dans les zones affectées par le conflit, ainsi que les transferts de fonds vers des banques commerciales d'autres villes. Cette contraction concerne particulièrement les dépôts à vue et les dépôts à terme, bien que les dépôts à régime spécial affichent une progression traduisant une recombinaison partielle de la structure des ressources.

Par ailleurs, les opérations de trésorerie au passif sont devenues marginales, avec une extinction des emprunts à court terme contractés auprès des partenaires financiers nationaux et internationaux. En dépit de la crise, nous avons continué à payer nos dettes vis-à-vis de nos partenaires financiers. Les fonds propres s'établissent à 9,6 milliards CDF, en recul de 47 % sous l'effet direct du résultat déficitaire de l'exercice. Néanmoins, cette évolution est partiellement atténuée par le renforcement du capital social et la consolidation des réserves, traduisant la volonté de préserver les équilibres financiers de SMICO.

La situation détaillée de fonds propres réglementaires se présente comme suit :

Libellé	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)
Fonds propres de base (1)	8 942 388 366	15 370 574 584	15 460 540 149	16 750 445 035
Fonds propres complémentaires (2)	2 134 621 737	2 049 921 316	2 220 344 856	2 257 395 342
Fonds propres réglementaires (3) = (1) + (2)	11 077 010 103	17 420 495 900	17 680 885 005	19 007 840 377

2.2. Comptes de résultat au 31/12/2025 (exprimés en francs congolais)

COMPTES D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION	Montant N	Montant N-1	Variation %
	2025 (CDF)	2024 (CDF)	
(70) + Produits sur opérations avec l'organe faîtier et IF	396 908 861	303 200 860	
(71) + Produits sur opérations avec la clientèle ou les membres	27 604 556 671	30 372 222 096	
(72) + Produits financiers divers	6 911 828 352	2 454 662 898	
(73) + Autres produits financiers	339 460 489	0	
(60) - Charges sur opérations avec l'organe faîtier et IF	2 034 892 242	2 240 066 847	
(61) - Charges sur opérations avec la clientèle ou les membres	1 022 412 550	888 840 387	
(62) - Charges financières diverses	8 906 863 225	876 148 409	
(63) - Autres charges financières	0	0	
(80) Produit net financier	23 288 586 356	29 125 030 210	-20%
(74) + Produits accessoires	0	466 426 554	
(64) - Charges générales d'exploitation	7 357 839 746	9 720 800 659	
(65) - Charges du personnel	6 600 219 941	7 762 622 077	
(66) - Impôts et taxes	334 265 944	294 780 474	
(82) Résultat brut d'exploitation	8 996 260 726	11 813 253 555	-24%
(78) + Reprises sur amortissements	0	0	
(79) + Reprises des provisions et récupération sur créances irrécouvrables	16 686 294 805	6 825 458 132	
(68) - Dotations aux amortissements	1 861 723 317	1 139 603 727	
(69) - Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	29 867 937 932	8 471 743 523	
(83) Résultat courant d'exploitation	(6 047 105 719)	9 027 364 437	-167%
(76) + Subventions d'exploitation	0	45 182 259	
(77) + Produits exceptionnels	43 008 355	192 998 541	
(67) - Pertes exceptionnelles	221 510 649	482 931 256	
(84) Résultat exceptionnel	(178 502 294)	(244 750 457)	-27%
(85) Résultat avant impôt	(6 225 608 013)	8 782 613 980	-171%
(86) - Impôt sur le résultat	302 824 282	2 768 052 512	
(87) Résultat net de l'exercice	(6 528 432 295)	6 014 561 468	-209%

En 2025, l'activité de SMICO est restée globalement solide, malgré une baisse de 20% de produit net bancaire. Cette évolution s'explique principalement par un recul des revenus issus de la clientèle, partiellement compensé par une progression des autres produits financiers. Dans le même temps, SMICO a renforcé sa discipline de gestion en maîtrisant mieux ses charges, notamment les frais généraux et de personnel, ce qui traduit une amélioration de son efficacité opérationnelle.

Toutefois, cette performance a été fortement impactée par la dégradation du portefeuille de crédit dans l'Est du pays, notamment à Goma, Bukavu et Uvira. Dans ce contexte marqué par des difficultés économiques et sécuritaires, l'institution a enregistré une hausse importante des provisions pour couvrir les risques de non-remboursement. Bien que des efforts de recouvrement aient permis certaines reprises de provisions, celles-ci n'ont pas suffi à compenser l'ampleur des pertes constatées.

Malgré un résultat brut d'exploitation solide de 8,9 milliards de CDF, SMICO enregistre un résultat net déficitaire de 6,5 milliards de CDF sur l'exercice. Cette situation résulte d'un choix volontaire de gestion prudentielle face à la situation de l'Est. SMICO a constitué, en plus des provisions réglementaires, une grosse provision générale exceptionnelle sur les créances et des encaisses de manière à anticiper les risques futurs liés à la crise à l'Est, et a également intégré l'impact du taux de change dans les résultats de l'exercice 2025. Cette approche responsable et transparente vise à assainir durablement la situation financière et à créer les conditions d'un retour à la rentabilité dès 2026, en cohérence avec les principes de bonne gouvernance portés par SMICO.

2.3. Ratios prudentiels et Indicateurs de performances

Les indicateurs de performances de SMICO se présente comme suit :

Ratios prudentiels	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)	Normes
Ratio de solvabilité	11,90%	15,72%	13,85%	15,16%	≥ 10%
Liquidité immédiate	37,71%	37,74%	33,63%	44,93%	≥ 20%
Couverture emplois à moyen et long termes par les ressources stables	84,76%	89,11%	75,93%	73,62%	≥ 100%
Couvertures des immobilisations	3,94%	21,35%	27,12%	23,17%	≤ 50%
Indicateurs de performance	Valeur période concernée	Valeur trimestre précédent (N-1)	Valeur trimestre précédent (N-2)	Valeur trimestre précédent (N-3)	Normes
PAR30	10,43%	10,74%	13,65%	3,69%	< 5%
Ratio d'abandon des créances	8,24%	0,45%	0,00%	1,11%	< 2%
Taux de capitalisation	11,1%	13,59%	13,85%	15,16%	> 15%
Taux d'encours de crédit	75,13%	77,59%	76,95%	64,64%	> 70%
Taux des immobilisations	3,94%	3,29%	3,89%	3,62%	< 10%
Taux d'encaisses oisives	18,33%	19,04%	18,45%	27,42%	< 20%
Autosuffisance opérationnelle	89,65%	128,16%	94,05%	128,99%	> 119,2%
Rendement sur actif	-6,69%	4,51%	-1,00%	6,79%	> 3%
Rentabilité des fonds propres	-64,56%	31,54%	-7,70%	48,03%	> 15%
Rendement du portefeuille	50,39%	22,53%	14,82%	37,42%	> 15%
Coefficient d'exploitation	67,93%	63,60%	63,31%	64,97%	< 60%
Efficacité opérationnelle	40,51%	19,58%	10,01%	26,00%	Entre 13% et 21%

Certains indicateurs de performance de la société n'ont pas atteint la norme attendue à la clôture de l'exercice comptable 2025, à cause de l'impact très négatif qu'a subi la société à la suite de la situation sécuritaire qu'elle a traversée en 2025 ayant occasionné la fermeture de 3 agences majeures.

III. DONNEES QUALITATIVES & GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

3.1. Capital humain

SMICO S.A. dispose d'une équipe expérimentée d'orientation stratégique (Conseil d'Administration) constituée d'anciens banquiers et financiers de renoms avec une vision claire de son développement.

Au niveau opérationnel, SMICO S.A. est gérée par un Directeur Général secondé par un Directeur Général Adjoint, tous congolais, expérimentés et agréés par la Banque Centrale du Congo. Avec l'appui d'une équipe de direction jeune, motivée, dynamique et compétente qui apporte, accompagnement et encadrement aux Agences afin de livrer un service de qualité à ses clients.

Au 31 décembre 2025, le personnel de SMICO S.A. se compose comme suit :

DIRECTIONS ET SERVICES	EFFECTIFS DU PERSONNEL						Ecart	Variation
	Année 2025			Année 2024				
	H	F	Total	H	F	Total		
Direction Générale								
Directeur Général	1	0	1	1	0	1	0	0%
Directeur Général Adjoint	1	0	1	1	0	1	0	0%
Direction Administration, Finances et RH	4	0	4	4	1	5	-1	-20%
Direction des Opérations	4	1	5	4	1	5	0	0%
Direction Informatique	3	0	3	3	0	3	0	0%
Direction d'Audit Interne	3	0	3	3	0	3	0	0%
Direction Développement Commercial	2	2	4	3	2	5	-1	-20%
Gestion des Risques et Conformité	1	0	1	0	0	0	1	
Chauffeur	1	0	1	1	0	1	0	0%
Total effectifs Direction Générale	20	3	23	20	4	24	-1	-4%
Agences								
Gérant	9	1	10	9	1	10	0	0%
Chargé Administration et Comptabilité	9	1	10	9	1	10	0	0%
Superviseur des Opérations	1	1	2	5	1	6	-4	-67%
Contrôleur Interne Agence	9	0	9	5	0	5	4	80%
Conseiller(e) Clientèle Bureau et Terrain	4	8	12	5	8	13	-1	-8%
Conseiller(e) Clientèle Numérique	5	2	7	8	1	9	-2	-22%
Conseiller Business	28	5	33	23	4	27	6	22%
Conseiller Groupe solidaire	2	3	5	2	5	7	-2	-29%
Caissiers / Caissières	4	17	21	3	20	23	-2	-9%
Travailleurs manuels	4	0	4	4	0	4	0	0%
Total effectifs des Agences	75	38	113	73	41	114	-1	-1%
TOTAL GENERAL SMICO-SA	95	41	136	93	45	138	-2	-1%

Nous notons une décroissance de 1% passant de 138 staffs en 2024 à 136 staffs en 2025 dont 21 staffs (8 femmes et 13 hommes) ont été mis en congé technique à la suite de l'impossibilité de fonctionner dans les zones de Goma, Bukavu et Uvira à la suite de la guerre. Nous avons à ce jour 102 agents sous le contrat de CDI et 32 sous le CDD dont l'âge moyen est situé à 37 ans.

Le pourcentage des femmes a régressé de 2,46% passant de 32,6% en 2024 à 30,15% en 2025. Sur un total de 136 agents, 41 sont des Femmes dont 3 à la direction générale et 38 dans les agences. Les efforts restent à fournir au niveau des postes de responsabilités car à ce jour nous n'avons qu'une seule femme au comité de direction et une seule femme chef d'agence. Le taux des Femmes au comité de direction demeure de 16.6% alors qu'il est passé à 50% au niveau des organes de gouvernance.

Nous avons connu 22 départs en 2025 dont 5 en démission, 2 licenciements et 15 non-renouvellement de contrats pour raison de contre-performances ou de crise économique à l'Est. Notre taux de turn over est situé à 13,89%. Sur l'ensemble de notre staff, nous avons 11 qui ont déjà atteint 10 ans de fidélité et 25 qui sont entre 5 ans et 9,9 ans soit au total 36 staffs qui ont une fidélité de 5 ans et plus.

3.2. Stratégies et méthode de gestion des risques

Informations sur les stratégies et méthode de gestion des risques	
Structure de la fonction de gestion des risques.	La fonction de gestion des risques est structurée selon le principe des trois lignes de contrôle (opérations, fonctions de contrôle, audit interne). Elle est facilitée et supervisée par un responsable au Siège, qui est indépendant des activités commerciales. Il fournit le cadre de référence, les outils et les techniques, et assure une surveillance indépendante des activités génératrices de risques.
Sources, niveaux d'exposition et de maîtrise des risques.	SMICO gère ses risques via un processus structuré en cinq étapes principales : Identification/analyse, Évaluation/mesure, Traitement/réponse, Surveillance et reporting. L'objectif est de s'assurer que les risques sont gérés dans les limites fixées par l'appétence et la tolérance au risque approuvées.
Modalités de détermination de la tolérance aux risques et de l'appétence pour les risques.	La détermination se fait annuellement par l'élaboration d'une déclaration d'appétence au risque, proposée par la Direction et la fonction de gestion des risques, et soumise à l'approbation du Conseil d'Administration. Cette déclaration formalise la philosophie et les tolérances en matière de risques par famille, en fixant des énoncés qualitatifs et des mesures quantitatives claires (limites de tolérance).
Modalités de surveillance des risques.	La surveillance des risques vise l'amélioration continue des activités et s'intègre aux dispositifs de pilotage et de reporting. Les outils utilisés incluent les indicateurs clés de risques (KRI), les tableaux de bord, les cartes thermiques, les indicateurs de signalisation, ainsi que les tests de résistance et l'analyse de la qualité du portefeuille
Modalités de réalisation des tests de résistance et de simulation de crise.	Des analyses de scénarios et des tests de résistance sont réalisés pour évaluer l'impact d'événements défavorables (ralentissement économique, chocs de marché) sur l'exposition au risque, notamment de crédit. L'analyse de scénarios est aussi utilisée pour le risque opérationnel pour mesurer les risques à faible probabilité et à fort impact
Processus de gestion de crise dans sa globalité : plan de continuité d'activité, modalités de gestion et de communication de crise, plan de secours informatique et le plan de reprise des activités.	La gestion de crise repose sur la mise en œuvre d'un Plan de Continuité d'Activités (PCA) et d'un Plan de secours informatique et de reprise des activités. L'analyse de scénarios (risques opérationnels) et l'élaboration d'un plan de financement d'urgence (risque de liquidité) sont intégrées pour garantir la résilience et la capacité de fonctionnement continu de SMICO
Dispositifs de gestion propres à chaque type de risque (crédit, opérationnel, marché, liquidité et financement).	<p>SMICO dispose d'outils ou indicateurs lui permettant d'évaluer chaque type de risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Risque de crédit : SMICO met en œuvre des politiques et procédures pour l'octroi, le suivi et le recouvrement, et définit une structure de limites claires (par contrepartie, secteur, produit, devise). Un système interne évalue le risque de crédit pour différencier les niveaux de risque, évaluer la rentabilité et l'adéquation des provisions. Le suivi se fait via des KRI (ex. : taux de portefeuille à risque, niveau de provisions). • Risque opérationnel : La gestion est essentielle et transversale, ciblant tous les produits, activités, processus et systèmes. Elle repose sur : l'identification des risques inhérents, l'analyse de la réponse (vérification de l'efficacité des contrôles), l'analyse de scénarios et un environnement de contrôle robuste (séparation des tâches, RCSA, assurances, PCA/PRA). • Risque de marché : SMICO se conforme aux limites de prise de position, telles que définies par le régulateur afin de minimiser son exposition aux risques de marché. A travers des indicateurs clés, ses positions sont régulièrement évaluées. Il sied de préciser que le risque de change est transféré du fait que les opérations en devises et celles en CDF sont clairement séparés. Le taux d'intérêt facturé par SMICO tient compte de risques, des coûts de transactions et de la marge bénéficiaire pour rester rentable. • Risque de liquidité : SMICO reste attaché à la rigueur constante de maintenir une capacité acceptable lui permettant de s'acquitter de ses engagements à tout moment. A travers ses ratios de liquidité, elle est constamment rassurée du maintien d'une politique rigoureuse de gestion de ses actifs liquides. SMICO

	détient une politique de gestion de trésorerie qui intègre des indicateurs clés et orientation stratégique sur la gestion de la liquidité.
Modalités opérationnelles de gestion des risques.	Les unités opérationnelles représentent le premier niveau de contrôle et assument la responsabilité directe des risques générés. Elles doivent instaurer un environnement de contrôle efficace et documenté via le RCSA (Auto-évaluation des risques et contrôles). Chaque employé est tenu d'identifier et signaler les risques. La Direction assure des actions de sensibilisation et de formation continue (éthique, conformité, risques).
Dispositif global de contrôle interne : différents niveaux de contrôles, organisation et niveau d'implication des organes de gouvernance.	<p>Le système de contrôle interne de SMICO est constitué de 3 paliers dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le niveau 1 assuré par les métiers opérationnels à travers un autocontrôle, un contrôle croisé et un contrôle hiérarchique ; - Le niveau 2 assuré par les fonctions de contrôle interne, de gestion des risques et de conformité ; - Le niveau 3 assuré par l'Audit Interne. <p>En plus de ces 3 niveaux, SMICO subit également un contrôle du Commissaire aux comptes qui fait sa revue sur le contrôle interne et, à la fin de l'exercice comptable, un contrôle sur les états financiers en vue de leur certification.</p> <p>Le Conseil d'Administration, à travers ses Comités spécialisés d'Audit et de Gestion des risques, éthique et conformité, définit les modalités de fonctionnement du système de contrôle interne à travers les politiques et procédures approuvées ainsi que d'autres résolutions découlant de ses réunions.</p>
Dispositif de contrôle de la conformité (<i>indication des règles internes sur l'éthique et la déontologie, sur la prévention des conflits d'intérêts, sur des abus de marché et la corruption et le droit d'alerte</i>) et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (<i>identification et connaissance appropriées des clients, surveillance des opérations de la clientèle, etc.</i>).	<p>SMICO dispose d'un code de bonne conduite auquel chaque agent adhère à son embauche et une sensibilisation semestrielle est réalisée à travers les agences. Bien plus, SMICO se rassure que chaque agent en dispose d'une copie.</p> <p>SMICO dispose d'une politique de gestion de conflits d'intérêts, de gestion de fraude et le mécanisme d'alerte ou dénonciation est garantie dans cette procédure.</p> <p>Sur le volet de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, SMICO dispose d'une politique et procédures alignées sur la <i>loi n° 22/068 du 27 décembre 2022 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive</i>.</p> <p>Elle se rassure donc que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chaque client est identifié dès l'entrée en relation d'affaires avec l'Institution à travers un formulaire KYC et d'autres exigences définies dans ses conditions d'ouverture de compte ou d'accès aux produits commercialisés ; • Les clients ne remplissant pas les conditions requises ne sont pas admis, que ça soit en Agence ou à travers son réseau d'agents bancaires ; • Une surveillance quotidienne et périodiques des opérations, à travers son système de contrôle interne est assurée ; • Le développement de nouveaux produits tient compte des normes relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux. <p>En outre, SMICO a décidé de mettre en place une structure automatisée de surveillance des clients et de leurs opérations en vue de s'assurer qu'elle s'aligne sur les bonnes normes en matière de LCB/FTP.</p>

3.3. Gouvernance

Informations sur le gouvernement d'entreprise	
<p>Organisation de SMICO, forme juridique et structure de gestion</p>	<p>CONSEIL D'ADMINISTRATION composé, actuellement, de 8 membres (4 Femmes et 4 Hommes) chacun apportant son expérience spécifique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. M. Michel VERWILGHEN <ul style="list-style-type: none"> - Président du Conseil d'Administration - Administrateur de sociétés et investisseur privé, diplômé en Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain. Carrière bancaire à la Banque Commerciale Zaïroise (actuelle BCDC) où il était Directeur Régional pour l'Est de la RDC. De retour en Belgique, il a été successivement Directeur Provincial de Bacob Banque puis Président du Comité de direction de la Banque de Crédit Professionnel. 2. M. Léon Jean Marie MBAFUMOYA TCHOMBA KAWA <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur et Président du Comité d'Audit - Banquier de formation, diplômé en Economie - option Economie Politique de l'Université Officielle du Burundi. Chercheur au centre universitaire de recherche pour le développement économique et social, il intègre la Banque Commerciale du Congo/BCDC où il gravit plusieurs échelons jusqu'à devenir Directeur d'agence. Depuis 2017, il est entrepreneur et investisseur privé. 3. M. Briec de LAMOTTE <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur et Président du Comité de Risques, Ethique et Conformité - Détenteur de deux Masters en Ingénieur de gestion de Solvay Brussels School of Economics and Management et Management de développement de London School of Economics and Political Science. Expérience de plus de 5 ans comme consultant pour les bureaux de Bruxelles et de New-York de "BAIN & COMPANY" ; Administrateur-gérant de Bayrime, Président du Conseil d'Administration de DLM Entreprise, Administrateur - Fondateur du Fonds NGANGI et de Kivu Kick Starter, un fonds de garantie pour le financement des jeunes entrepreneurs au Kivu en République Démocratique du Congo. 4. M. Thierry BEAUVOIS <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur - Nommé agent de change en 1988, est resté dans le monde de l'intermédiation et du conseil jusqu'en mars 2011. Il a exercé ses activités auprès de sa propre société de Bourse (Reyers, Beauvois, de Villenfagne) et auprès de groupes internationaux tels que HSBC, Delta Lloyd et Raymond James. Depuis 2011, Thierry Beauvois a rejoint et soutient la dynamique de Treetop Asset Management, société de gestion de fonds active dans une approche mondiale et globale. Membre Honoraire du Conseil d'Administration de la Bourse de Bruxelles et est administrateur et fondateur du Belgian Finance Center et exerce plusieurs mandats auprès de diverses sociétés. 5. Mme Aline BUHENDWA <ul style="list-style-type: none"> - Administratrice Indépendante et Présidente du comité de Ressources Humaines. - DES en Droit et Economie des Assurances. Avocate Chevronnée au Barreau Francophone de Bruxelles et Présidente du Conseil d'Administration de l'ASBL LYCEE PRINCE DE LIEGE en RDC. Elle a été Directrice des Affaires Générales à la BGFI BANK, Responsable Juridique au sein d'EQUITY BANK CONGO, Secrétaire Générale et Conseillère Juridique chez COBANK pendant 10 ans. 6. Mme Dédé ALIANGO <ul style="list-style-type: none"> - Administratrice Indépendante - Doctorat en Sciences Politiques et Sociales & Master en Sciences Economiques de l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Professeure des Universités et Consultante individuelle. Actuellement Secrétaire Général Académique de Leadership Academia University (LAU) et Professeure à l'Université de Liège (dans le cursus EMBA). Elle est directrice du Centre de Recherche Interdisciplinaire en Développement de l'UPC et à l'Institut Supérieur de Statistique de Kinshasa. Elle est aussi Research Manager pour le compte du Bureau d'études Alma Research & Services (ARS) à Kinshasa. 7. Mme Germaine KABENGELE <ul style="list-style-type: none"> - Administratrice Indépendante et Présidente du comité d'Audit - Licenciée en Gestion financière et investissement, Option : Finance et investissement, University of Alabama at Birmingham (UAB), Birmingham Alabama USA ; - Professionnelle chevronnée avec plus de 17 ans d'expérience dans les banques, assurances et ONG, experte en audit interne, conformité, analyse financière et gestion des risques avec les certifications suivantes : Spécialiste Certifié Lutte Anti-

Blanchiment d'argent (CAMS), Expert en Audit interne - préparation intensive à la certification CIA (Certified Internal Audit) au Centre des Compétences et Leadership).

8. Mme Kunzo AZANGA

- **Administratrice Indépendante**
- UCT - University of Cape Town/ South Africa, Management Development Program-Diploma in Management practices.
- Master en Sciences commerciales (spécialisation en gestion internationale), ICHEC - Institut Catholique des Hautes Etudes Commerciales Bruxelles/ Belgique
- Experte en comptabilité, finance et administration avec plus de 21 ans d'expérience dans les secteurs minier et éducatif.

Le Conseil d'Administration est majoritairement composé des Congolais et respecte la parité Homme-Femme avec 4 femmes contre 4 hommes.

SMICO dispose de 3 Comités spécialisés dont le Comité d'Audit, le Comité de Risque, Ethique et Conformité et le Comité des Ressources Humaines.

- **COMITE DE DIRECTION (CODIR)** composé de 6 membres avec 2 invités permanents (*dont le Directeur d'Audit Interne et le Manager de Risques et Conformité*).

1. M. Pacifique NDAGANO

- *Directeur Général et Président du CODIR*
- + de 22 ans d'expérience dans la finance inclusive
- Diplôme de DESS en Gestion des micros entreprises à CIESA/Edmundston, Expert en stratégie d'entreprise de HEC Paris, Licence en Gestion financière et comptable, alumni de la Frankfurt School of finance and management en finance agricole durable, alumni de l'Université du Québec en Transformation digitale d'entreprises, alumni de Boulder Microfinance Institute, expert en gestion des risques avec ADA Luxembourg, expert en bancassurance avec KBC à Leuven, expert de PNEF en Education financière. Forte expérience dans la microfinance et l'assistance technique du secteur financier avec la GIZ/Coopération Allemande. Il est membre du jury international du « Prix Ubora » organisé par Bio et la fondation Roi Baudouin.

9. M. Fabrice BIKAYA

- *Directeur Général Adjoint*
- + de 12 ans d'expérience dans le secteur financier et comptable
- Master en Management des Institutions de Microfinance au Cameroun et Licence en Gestion Financière, étudiant de la prestigieuse HEC Paris en stratégie d'entreprise (encours) ; 11 ans d'expérience en microfinance, il a assumé plusieurs fonctions au sein de SMICO-SA allant d'agent polyvalent au sein d'une agence, à Assistant comptable au sein de l'agence de Bukavu, puis Comptable Siège, ensuite Responsable Administratif et Financier, enfin, Directeur Administratif, Financier et Ressources Humaines et actuellement DGA de SMICO.

10. Mme Nathalie IRAGI

- *Directrice des Opérations*
- + de 17 ans d'expérience dans le secteur de microfinance
- Licencié en Gestion Financière et Experte en stratégie d'Entreprises de HEC Paris, Alminu de Boulder Microfinance. Elle a occupé plusieurs postes de management au sein de l'IMF HEKIMA avant de rejoindre SMICO en juin 2020 comme Directrice des Opérations.

11. M. Bienvenu BUSHIRI

- *Directeur de Développement Business*
- + de 13 ans d'expérience dans le secteur bancaire
- Licencié en Gestion Financière, Option : Economie monétaire, alumni de l'Université de Québec en Transformation digitale, Expert en stratégie d'Entreprise à HEC Paris. Il a fait carrière au sein de la banque EquityBCDC où il a occupé plusieurs postes de responsabilité et commercial pendant 12 ans avant de rejoindre SMICO en avril 2021 comme Directeur de Business Développement.

12. M. François NZEY

- *Directeur Informatique et Nouvelles technologies*
- + de 15 ans d'expérience dans le secteur IT
- Licencié en Sciences Informatiques et certifié en gouvernance informatique et la gestion des bases des données, il a +13 ans d'expérience à la fonction d'informaticien polyvalent, spécialiste des systèmes informatiques qu'il a occupée au sein de MECRECO

	<p>avant de rejoindre SMICO en tant que IT puis Directeur de l'informatique et Technologies.</p> <p>13. M. Grâce BAGULA</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Directeur Administration, Finances et Ressources Humaines</i> - + de 9 ans d'expérience dans le contrôle interne, audit, gestion des risques, conformité et gestions administrative et financière. - Titulaire d'une Licence en Gestion Financière, Expert certifié en gestion des risques de Frankfurt School of Finance and Management et actuellement inscrit au Master en management des institutions de microfinance au Cameroun à l'UCAC. Il a exercé comme Contrôleur interne chez la Trust Merchant Bank en RDC ainsi qu'au sein de Virunga Fondation. Après avoir été Auditeur Interne SIG, Manager de Risques et Conformité, Manager Administration, Finances & RH au sein de SMICO, il occupe actuellement la fonction de Directeur Administration, Finances et Ressources Humaines. <p>14. M. Olivier GULANDE</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Directeur d'Audit Interne</i> - + de 12 ans d'expérience dans le secteur d'audit et gestion des risques - Licencié en Gestion Financière et certifié en contrôle interne, l'agent a fait carrière au sein du cabinet GEAC à Bukavu pendant 5 ans comme Auditeur Sénior avant de rejoindre SMICO début 2014 à la fonction d'Auditeur Interne puis actuellement Directeur d'Audit Interne. <p>15. M. Endrix MUKE</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Manager de Risques et Conformité</i> - + de 10 ans d'expérience dans le secteur de la microfinance, principalement dans la gestion du contrôle interne et de la conformité réglementaire. A débuté sa carrière en microfinance chez FINCA RDC SA en tant qu'Agent de crédit, évoluant successivement comme contrôleur interne junior puis superviseur des contrôleurs internes. - Titulaire d'une Licence en Sciences Economique et de Gestion, Certifié dans plusieurs domaines clés, notamment la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT), la gestion des risques, l'éthique professionnelle, ainsi que la diversité et l'inclusion et expert en gestion des risques de la Frankfurt School of management and finance.
<p>Processus de nomination des membres du CA et de la Direction Générale.</p>	<p>SMICO s'est doté d'une procédure de sélection et de nomination des membres des organes délibérants et exécutifs. Elle décrit les critères de sélection dont les critères sur compétences professionnelles, sur le leadership et la gestion, sur l'éthique et intégrité, sur l'engagement social et communautaire, sur la diversité et l'inclusion, sur la capacité à travailler en équipe, sur l'innovation et l'adaptabilité.</p>
<p>Structure de l'actionnariat et les droits de vote.</p>	<p>La structure de l'actionnariat est constituée par deux entreprises de droit Belge (38,9%), deux personnes physiques de nationalité Belge (31,7%) et enfin deux personnes physiques de nationalité congolaise (29,4%). Tous les actionnaires disposent des moyens financiers permettant de répondre aux éventuels besoins de capitaux de SMICO et sont tous agréés par la Banque Centrale du Congo. Ils sont également des financiers de formation et de métier avec un carnet d'adresse favorable pour la croissance et le développement de SMICO.</p>
<p>Principes et politiques de rémunération des dirigeants et du personnel, le rôle du CA dans la détermination des rémunérations.</p>	<p>Le Conseil d'Administration établi chaque année un barème des salaires et avantages avec un équilibre entre une rémunération, attractifs vis-à-vis de la concurrence mais qui ne mettent pas en péril la rentabilité de l'institution. Le CA vote chaque année une procédure de prime variable et de bonus annuel du personnel.</p> <p>Le jeton de présence, le remboursement des frais des administrateurs ainsi que l'affectation des dividendes sur le résultat sont décidés par l'Assemblée Générale des actionnaires. Chaque administrateur signe une charte de l'administrateur qui reprend les règles de déontologie, d'éthique et de bon fonctionnement (par exemple : aucun dirigeant n'est éligible au crédit chez SMICO, aucun administrateur ne peut postuler à un marché de service ouvert par SMICO, ...)</p>
<p>Opérations effectuées avec les sociétés affiliées et des contreparties apparentées.</p>	<p>SMICO n'a pas des sociétés affiliées. Cependant, pour les personnes apparentées, SMICO a mis en place une procédure spécifique de traitement des emprunts des personnes apparentées qui s'inscrit strictement sur la réglementation tout en précisant qu'aucun administrateur de SMICO n'est éligible au crédit (voir charte d'administrateur).</p>
<p>Exercice du droit d'alerte des responsables des fonctions-clés de contrôle interne auprès du CA.</p>	<p>Les responsables des fonctions-clés de contrôle interne sont rattachés aux Comités spécialisés du CA et disposent des prérogatives renforçant leur indépendance.</p>

3.4. Stratégie de développement et politique commerciale

Informations sur la stratégie de développement et la politique commerciale	
Grands axes de développement stratégique de SMICO.	<p>Sur les 3 prochaines années (2026-2030) SMICO va se focaliser sur les axes stratégiques suivants dont les détails se trouvent dans son business plan 2027 :</p> <ul style="list-style-type: none"> •Axe 1 : Résilience financière et discipline prudentielle •Axe 2 : Croissance géographique maîtrisée et progressive •Axe 3 : Performance commerciale et diversification des revenus •Axe 4 : Transformation digitale au service de la scalabilité •Axe 5 : Gouvernance, capital humain et gestion des risques •Axe 6 : Communication interne et externe
Informations prévisionnelles générales sur les objectifs commerciaux annuels ou pluriannuels.	<p>A l'horizon de 2027, SMICO compte servir plus de 110.000 clients actifs, avoir un portefeuille de crédit de plus de 65 millions de dollars pour près de 30 000 MPME et 100% d'emprunteurs couverts par l'assurance, aboutir à une mobilisation des épargnes de près de 70 millions de dollars dans 12 agences, 150 agents bancaires et 40 agents marchands, des fonds propres de plus de 15 millions de dollars avec une rentabilité de fonds propres estimée à une moyenne de 37%, plus de 200 emplois directs, réaliser plus de 25 millions de chiffres d'affaires et un résultat atteignant plus de 5 millions de dollars.</p>
Soutenabilité des orientations stratégiques : capacité de SMICO à poursuivre le développement de ses activités, tout en maîtrisant les risques raisonnablement et dans le respect de la réglementation prudentielle.	<p>L'attitude prudente adoptée par SMICO, son niveau de rentabilité, ses fonds propres et sa capacité d'emprunt lui permettent de maintenir sa capacité à développer ses activités tout en tenant compte des risques en présence.</p>
Informations sur les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques et sur les risques éventuels liés à la stratégie mise en place.	<p>Chaque année SMICO met en place un plan d'action opérationnel qui priorise les projets par axe stratégique avec un suivi mensuel et trimestriel au niveau du conseil d'administration. Un rapport de suivi du plan opérationnel est produit chaque trimestre. En 2023, SMICO a atteint 95% de ses objectifs stratégiques et ne cesse de renforcer son dispositif de gestion des risques.</p>

IV. ATTESTATION SUR L'ETABLISSEMENT DU RAPPORT PILIER III**ATTESTATION CONCERNANT L'ETABLISSEMENT DU RAPPORT PILIER III**

Nous, soussigné, membres du Conseil d'Administration de SMICO-SA, conformément à l'article 25 de l'Instruction 55 aux établissements de crédit et sociétés financières relatives à la discipline de marché de la Banque Centrale du Congo, attestons par la présente que le Rapport Pilier III de SMICO-SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 a été établi conformément aux procédures de contrôle interne en vigueur.

Nous certifions que le Rapport Pilier III comprend toutes les informations requises par la réglementation en vigueur et qu'il reflète fidèlement la situation financière, les risques et les pratiques de gestion des fonds propres de l'Institution. Nous confirmons que la situation financière de SMICO SA a été auditée et certifiée par le Cabinet Deloitte sarl agréé par la Banque Centrale du Congo et que toutes les diligences ont été faites conformément à l'article 710 de l'Acte Uniforme sur les Sociétés Commerciales et du GIE du traité de l'OHADA.

Nous attestons également que le processus d'établissement du Rapport Pilier III a été mené de manière transparente, avec une supervision adéquate de la part des organes de gouvernance, et en conformité avec les normes et les meilleures pratiques en matière de gestion des risques et de divulgation d'informations.

En signant cette attestation, nous assumons la responsabilité de veiller à ce que le Rapport Pilier III soit établi et communiqué de manière appropriée, contribuant ainsi à renforcer la transparence et la confiance du public dans les activités de SMICO-SA.

Fait à Lubumbashi, le 30/04/2026



SMICO
Partenaire en Microfinance
Agrément BCC : Govv./D.033/n°001283
du 20 Octobre 2010
RCCM: CD/GOM/RCCM/16-B-003
ID.NAT. 19-K6500-N56515G
www.smico.net

Michel VERWILGHEN

Président du Conseil d'Administration